



MONUSCO



- **Mise en place d'une force internationale neutre à l'Est de la RDC : encore du chemin**
- **Le sort des déplacés de Mugunga III**



**Hiroute Guébré
Séllassié, citoyenne
d'honneur du
Nord Kivu**

Est de la RDC :
A QUAND LA PAIX?

Sommaire

Photo MONUSCO/Sylvain Liechti



Roger Meece, chef de la MONUSCO, et Hiroute Guébré Sélassié nouvellement nommée au poste de directrice des Affaires politiques

2

Le Nord Kivu reconnaissant à Hiroute Guébré Sélassié

Le Nord Kivu reconnaissant à Hiroute Guébré Sélassié

Les quatre ans d'Hiroute Guébré Sélassié comme chef de Bureau de la MONUSCO à Goma ont été caractérisés par l'amélioration du climat de confiance entre la Mission et la population civile, ainsi que sa contribution à la résolution des crises consécutives dans la province.

✉ Par Jonathan Lorillard/MONUSCO

Mme. Hiroute Guébré Sélassié a été désignée à la tête du Bureau des Affaires politiques de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) à Kinshasa, après quatre ans de service passés à Goma. Les habitants du chef-lieu de la province du Nord Kivu, à travers leur Gouverneur, ainsi que les membres du personnel de la Mission qui l'ont accompagnée dans la réalisation de ses fonctions, ont jugé son mandat positif, du fait de sa contribution à la résolution de deux crises majeures intervenues dans cette province, notamment la rébellion du CNDP (Congrès national pour la Défense du Peuple) de 2008 et, plus récemment, celle du Mouvement du 23 mars 2009 (M23) déclenchée au début du mois de mai 2012.

Suite à la 5^{ème} page

3 Analyse. Est de la République démocratique du Congo Les enjeux d'une force internationale neutre

5 Portrait. Hiroute Guébré Sélassié : quatre ans au service des Nord Kivutiens

7 Interview. Hiroute Guébré : "Les Congolais gardent une attitude positive face à l'adversité"

10 Reportage. Au coeur du camp de déplacés de Mugunga III

12 Reportage. Nord Kivu : la MONUSCO évalue la situation sécuritaire à Kitchanga

14 Reportage. Plus d'une centaine d'assistants de liaison communautaire supplémentaires déployés pour une protection des civils renforcée

Directeur a.i. de l'Information Publique
Madnodje Mounoubai

Coordonnateur des Publications
Penangnini Toure

Rédacteur-en-Chef
Joseph Tshimanga

Infographiste
Jésus Nzambi Sublime

Est de la République démocratique du Congo

Les enjeux d'une force internationale neutre

✂ Par Joseph Tshimanga/MONUSCO

Nul ne sait avec exactitude quand débutera le déploiement de la brigade d'intervention rapide dans l'Est de la République démocratique du Congo. Personne ne connaît d'avance, ni la durée de l'opération de la Force internationale neutre dans la région des Grands Lacs, ni sa composition et le nombre réel de ses éléments. Ce dont tout le monde est sûr c'est que, comme le précise Ntumba Luaba, le chef exécutif de

la Conférence internationale de la Région des Grands Lacs (CIRGL), *“La plupart des soldats vont venir de la force en attente de la SADC”* (ndlr : la Communauté de développement d'Afrique australe).

L'on est également au courant de l'annonce, le 28 janvier 2013, à Addis Abeba, en Ethiopie, du Représentant spécial de l'Union Africaine (UA) pour la Région des Grands Lacs, Boubacar Diarra, selon laquelle la Tanzanie va commander

la Brigade spéciale de la MONUSCO sur les groupes armés.

M. Diarra, qui est à la fois chef du Bureau de l'UA au Burundi, a affirmé que la Brigade spéciale de la MONUSCO ne s'occupera pas que du mouvement rebelle M23. *“Cette Brigade spéciale, qui sera formée des troupes envoyées par les Etats de La Région, à l'exception du Burundi, de l'Ouganda et du Rwanda, sera chargée de lutter non seulement contre le M23 mais aussi*



La brigade d'intervention rapide dans l'Est de la RDC travaillera aux côtés de la Force de la MONUSCO, déjà présente sur le terrain - Photo MONUSCO/Sylvain Liechti

contre les *Mai Mai*, les *Forces démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR)* et les autres *forces négatives*", a précisé M. Diarra, ancien ministre malien de la Justice cité par l'Agence panafricaine de presse.

Consensus africain

La CIRGL réunie à Kampala avait reconnu que la prise de la ville de Goma par le M23 en novembre 2012 avait occasionné une recrudescence des activités criminelles armées, parallèlement à une reprise de la violence militaire.

D'où la décision de la Conférence de déployer une force neutre dans l'Est de la RDC pour lutter efficacement contre les groupes armés, dont le M23. Un consensus s'était dégagé au cours de cette réunion. Après les négociations entre l'UA et la CIRGL, "il a été arrêté le principe de faire de cette force une *Brigade spéciale de la MONUSCO* dotée d'un mandat spécifique qui lui permet d'ouvrir le feu en cas de besoin". Mais, comment y parvenir ?

La question s'est posée à plusieurs reprises au cours des différentes réunions qui se sont tenues.

La proposition de l'Organisation des Nations Unies de l'envoi d'avions de surveillance sans pilote, en d'autres termes des drones, dans l'Est de la RDC est revenu plusieurs fois dans les débats entre les chefs d'Etats- majors des pays de la région des Grands Lacs à Kampala en décembre dernier et début janvier 2013. Le Rwanda et l'Ouganda s'étaient un moment opposés à cette initiative, avant d'accepter le principe qui, selon toute

vraisemblance n'a toujours pas mis tout le monde d'accord.

Un plan de paix s'éloigne

L'annulation le 28 janvier dernier de la cérémonie de signature d'un accord-cadre régional pour ramener la paix à l'Est de la RDC, en marge du 20ème sommet de l'Union Africaine à Addis Abeba, a prouvé à suffisance l'existence des fortes divergences de vues entre huit chefs d'Etat, dont principalement les présidents



Au Nord Kivu (ici dans le camp Mugunga), les femmes et les enfants déplacés sont les plus touchés par le conflit armé - Photo MONUSCO/Sylvain Liechti

rwandais Paul Kagame et ougandais Yoweri Museveni.

Si aucun délai n'a pu être obtenu sur les raisons de cette annulation, qui n'est en fait qu'un report, l'on se rappelle que Kigali et Kampala avaient été accusés dans un rapport de l'ONU pour leur soutien à la rébellion du M23, ce que ces deux pays ont toujours démenti. "L'accord-cadre pour la paix et la sécurité dans l'Est de la République démocratique du Congo avait pour objet de remédier aux causes profondes des violences récurrentes" dans cette zone, avait

expliqué, le 27 janvier 2013, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, à l'ouverture du sommet de l'UA.

L'accord prévoyait un renforcement des capacités de la MONUSCO et un engagement des Etats de la Région à ne soutenir, financer ou abriter aucun groupe contribuant à déstabiliser l'Est du pays. Outre les présidents de la RDC, du Rwanda et de l'Ouganda, ceux d'Angola, du Burundi, du Congo (Brazzaville), ainsi que ceux d'Afrique du Sud et de la

Tanzanie, devaient signer cet accord avorté.

En attendant

En attendant la signature de l'accord-cadre pour la paix et la sécurité dans l'Est de la RDC, le projet de "brigade d'intervention" que l'ONU souhaite déployer au côté de quelque 17.000 hommes de la Force de la MONUSCO a été confirmé. Le Secrétaire général des Nations Unies propose au Conseil de Sécurité l'envoi d'au moins

2,500 casques bleus supplémentaires à l'Est de la RDC "pour aider à protéger les civils et prévenir la prise par les rebelles d'autres villages et d'étendre leur territoire". Dans une adresse aux leaders de l'Union Africaine, M. Ban avait annoncé que les Nations Unies envisageaient de créer "la force d'intervention de la paix" pour stopper la menace des rebelles ■

Note de la Rédaction : Au moment où nous mettions sous-presse, la signature à Addis Abeba de l'Accord-cadre du 24 février 2013 n'avait pas encore eu lieu.



Mme Hiroute Guébré Sélassié en compagnie des éléments des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) - Photo MONUSCO/Sylvain Liechi

(Suite de la 2^{ème} page)

Hiroute Guébré Sélassié : quatre ans au service des Nord Kivutiens

“J’ai beaucoup appris de vous”

Le 29 janvier 2013, la chef de Bureau de Goma a réuni les agents de la MONUSCO afin de les remercier et les féliciter pour le travail qu’ils ont abattu. “*Je vous admire pour votre courage*”, leur-a-t-elle avoué avant d’ajouter : “*J’ai beaucoup appris de vous*”. Mme. Guébré Sélassié a tout particulièrement rendu hommage au personnel congolais de la Mission, le qualifiant “*d’Ambassadeur de la*

MONUSCO auprès de la population locale”.

En effet, deux mois après l’arrivée de Mme. Guébré Sélassié à Goma, fin octobre 2008, Laurent Nkunda, général dissident des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) menait le combat des soldats du Congrès national pour la Défense du Peuple (CNDP) aux portes de la ville en menaçant d’avancer jusqu’à Kinshasa. Aussi, deux mois avant le départ de la chef du Bureau de la MONUSCO de Goma, le 20 novembre 2012, les rebelles du M23 entraient dans Goma pour y rester pendant onze jours.

Ces deux crises très différentes dans leur contexte et dans leur déroulement ont toutefois déterminé les Nations Unies à s’y impliquer pour tenter de les résoudre, en appui au gouvernement de la RDC. Ainsi, de la MONUC (la Mission des Nations Unies au Congo), en 2008, à la MONUSCO, en 2012, les casques bleus se sont déployés dans les zones de conflits et ont utilisé, par moment, des hélicoptères de combat aux côtés des FARDC.

Pendant cette période de crise, les relations entre la MONUSCO et les



Hiroute Guébré Sélassié sur terrain au Nord Kivu - Photo MONUSCO/Sylvain Liechi

populations civiles de Goma ont été en dents de scie avant leur amélioration quelques jours plus tard. Le 27 octobre 2008, par exemple, les habitants de la ville s'étaient réunis devant le siège de la MONUC pour manifester leur colère contre les casques bleus, jetant des pierres et des cocktails Molotov sur les véhicules des Nations Unies. En novembre 2012, des Congolais fuyant les exactions du M23 -- à son entrée dans la ville -- sont venus demander la protection aux soldats de la paix des Nations Unies.

Comme on le voit, contrairement à l'année 2008, les populations de Goma, malgré les divergences et la déception de beaucoup d'entre elles vis-à-vis du travail des Nations Unies, ont manifesté leur confiance envers les dirigeants du Bureau

provincial de la Mission. Et c'est Hiroute Guébré Sélassié qui a le plus bénéficié de cette confiance.

S'adressant au personnel international de la MONUSCO, Mme. Guébré Selassié a souligné : *"Il ne faut pas tomber dans le piège de l'insensibilité sous prétexte que les problèmes soient persistants"* ». Une attitude qu'elle était la première à afficher : jamais elle n'a perdu espoir, jamais elle n'a cru que le conflit qui déchire l'Est de la RDC était sans solution. Elle a su démontrer que réalisme et optimisme n'étaient pas deux concepts opposés ; ces deux qualificatifs l'ont caractérisée tout le long de son travail.

Citoyenne d'honneur du Nord-Kivu

En quatre ans et demi à la tête du Bureau de la MONUSCO à Goma, Mme. Guébré Selassié a su construire un climat

de confiance entre la population et la Mission de Stabilisation des Nations Unies en République démocratique du Congo. Et, comme elle l'a déclaré, *"malgré la dureté et la permanence des conflits je n'ai jamais vu d'amertume chez les Congolais"*.

Ce n'est, donc, pas un hasard si à la veille de sa rencontre avec les agents de la MONUSCO de Goma, le lundi 28 janvier 2013, le gouverneur de la Province du Nord-Kivu, Julien Paluku, avait tenu à remercier Mme. Guebré Selassié au nom de tous les habitants du Nord-Kivu. « Dans les moments de joie comme dans ceux de peine, vous avez démontré votre esprit de justice, d'abnégation et de courage », a déclaré M. Paluku avant d'ajouter : *"vous avez travaillé jour et nuit, l'Organisation des Nations Unies peut être fière de ce que vous avez apporté au Nord-Kivu ; ce Nord-Kivu qui est maintenant chez-vous puisque nous vous en faisons citoyenne d'honneur"* ■

"Il ne faut pas tomber dans le piège de l'insensibilité"



L'ancienne chef de bureau de la MONUSCO/Goma interviewée par Radio Okapi - Photo MONUSCO/Sylvain Liechti

Hiroute Guébré Sélassié : “Les Congolais gardent une attitude positive face à l’adversité”

Hiroute Guébré Sélassié rejoint la MONUC, aujourd’hui MONUSCO, en 2007 comme Chef de Bureau au Kasai Occidental. Avant le Kasai Occidental, elle a servi comme Conseillère de la promotion de la paix et la gestion des conflits d’OXFAM, une ONG internationale basée en Grande Bretagne, présidente du comité des femmes africaines de l’Union Africaine et de la Commission économiques des Nations Unies pour l’Afrique à Addis Abeba, Ethiopie. Cette avocate est aussi une ancienne fonctionnaire de son pays, l’Ethiopie où elle a été, entre 1975 et 1977, tour à tour, aux Ministères des Affaires étrangères et de la Justice. Diplômée de l’Université de Sorbonne à Paris, France, option Loi et Sciences politiques, c’est une habituée des contours politiques qui est désormais à la tête de la Division des Affaires politiques de la MONUSCO à Kinshasa.

✂ **Propos recueillis par Denis Lukwesso, Radio Okapi Goma/MONUSCO**

Radio Okapi : Bonjour Mme Guébré Sélassié et bravo pour votre nouveau poste de directrice des Affaires politiques de la MONUSCO. Après quatre années passées dans le

Nord-Kivu en tant que Chef de bureau à Goma, quelles leçons tirez-vous de cette période ? Plus particulièrement, pouvez-vous revenir sur les crises majeures que vous avez eu à gérer en 2008, et plus

récemment avec l’entrée du M23 dans Goma ?

Hiroute Guébré Sélassié : Je suis arrivée à Goma en septembre 2008. Un mois plus tard j’ai dû faire face à l’une des crises les



“La MONUSCO a tout fait pour protéger la population, dans le Nord Kivu”, selon Mme Guébré Selassié - Photo MONUSCO/Sylvain Liechti

plus graves au Nord-Kivu. La milice de Laurent Nkunda était présente dans une grande partie de la région et encerclait complètement Goma. Cela a entraîné de grands mouvements de population. Une population qui a beaucoup souffert. Je voudrais également rappeler que, d’une manière différente, les agents de la MONUSCO que je dirige ont également souffert de cette crise.

A l’époque, il n’y a pas eu d’évacuation du personnel de la MONUC – aujourd’hui MONUSCO, ndr] car on estimait que le risque était minime et qu’un tel départ aurait eu des effets politiques et moraux très négatifs. Il était hors de question d’abandonner la population de Goma à une milice qui aurait pu faire n’importe quoi. Nous avons décidé de rester et, ensemble, avec les citoyens de Goma, du Nord-Kivu et de l’ensemble de la République démocratique du Congo nous avons tenu. Nous nous en sommes sortis et nous avons évité le pire.

La seconde crise, celle que nous

venons de vivre, a été plus grave puisque les rebelles sont entrés dans la ville. Les autorités régulières administratives, civiles, policières et militaires n’étaient plus présentes. La ville était occupée par des rebelles qui venaient de subir le feu de la MONUSCO, notamment nos hélicoptères de combat qui ont été très actifs. Il fallait rester, mais le travail ne pouvait pas se poursuivre comme si de rien n’était. Nous avons donc évacué une partie du personnel, pour des raisons évidentes sur lesquelles il n’est pas nécessaire que je revienne. Mais l’essentiel du personnel est resté. Les militaires comme les civils de la MONUSCO se sont mobilisés vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept pour soutenir la population et gérer cette crise. Le défi était énorme, nous avons tout fait pour éviter le pire. Dans ce sens-là, l’action de la MONUSCO a été une réussite. Vous me direz qu’il y a eu des incidents qui nous ont échappés. C’est vrai. Nous ne pouvions pas être partout dans la ville, présent dans chaque parcelle.

Nous avons évacué énormément de personnes en danger de mort : les acteurs médiatiques, les défenseurs des droits de l’Homme, ainsi que les autorités civiles, policières et militaires.

La MONUSCO a tout fait pour protéger l’essentiel. L’essentiel c’était bien sûr la population, mais c’était aussi des points stratégiques tels que l’aéroport, le Mont Goma et la Banque centrale. Encore une fois, et sans minimiser les pertes humaines que je déplore de tout mon cœur et qui continuent de m’attrister, nous avons su éviter le pire. Je voudrais en profiter pour rendre hommage aux militaires de la MONUSCO qui ont été particulièrement actifs et braves.

Radio Okapi : Et la population du Nord-Kivu, que devra-t-elle retenir de ces deux grands événements que vous avez gérés ?

Vous savez, il y a clairement une dimension régionale dans cette crise. Une dimension sur laquelle viennent se greffer les problèmes identitaires et fonciers. Pour que ces crises ne se

reproduisent pas, il faudra adopter une approche à la fois large et profonde. Je veux dire par là qu'il ne faut laisser aucun problème de côté et [il faut] les prendre à la racine. C'est un travail à long-terme. Les crises nous contraignent à gérer les débordements de court-terme mais il ne faut pas perdre de vue le long-terme. S'atteler aux causes profondes de l'insécurité dans l'Est du pays passe nécessairement par une réforme profonde de l'armée. Il faut également se pencher sur les problématiques identitaires, d'appartenance ethnique (...) Tous ces problèmes doivent être gérés. Les problèmes fonciers également. Mais, encore une fois, c'est une crise régionale, une solution durable ne peut donc qu'être régionale elle aussi.

La résolution des conflits actuels n'est possible que par une action simultanée aux différents échelons d'actions : local, provincial, national et régional.

de post-conflit. Ici il y a une panoplie de groupes armés actifs. Nous sommes davantage dans une stratégie d'évitement (évitement des conflits ouverts) que de maintien. Donc la mission de la MONUSCO ici est très difficile et très délicate. Je ne peux que reconnaître l'écart avec les attentes légitimes et très élevées de la population. Je comprends que l'on attende beaucoup d'une opération de paix mais nous n'avons ni les moyens, ni le mandat, ni les règles d'engagement qui seraient nécessaires pour s'engager

Permettez-moi de revenir sur le rôle d'une mission de paix dans un tel contexte. Clairement, nous ne sommes pas dans une situation de maintien de la paix. Nous n'en sommes pas là. Ce n'est pas une situation classique

dans une guerre. Nous sommes ici pour permettre la paix, pas pour faire la guerre.

Toutefois, je pense que, petit-à-petit, le Conseil de Sécurité des Nations Unies et la MONUSCO elle-même accepteront la nécessité d'un changement d'approche. J'ai la conviction que le prochain mandat le permettra.

Radio Okapi : Avec votre nouvelle fonction de chef des Affaires politiques à Kinshasa vous vous approchez du centre de décisions, pensez-vous que votre connaissance de la situation au Nord-Kivu peut influencer les décisions prises par la direction de la MONUSCO ? Après-tout, vous êtes maintenant "citoyenne d'honneur" du Nord-Kivu

Le Bureau des Affaires politiques à Kinshasa ne m'a pas attendu pour porter une attention particulière au Nord-Kivu. La région est bien malheureusement un



Hiroute Guébré Sélassié, "citoyenne d'honneur" du Nord Kivu - Photo MONUSCO/Sylvain Liechti

condensé des problèmes rencontrés par la République démocratique du Congo. A Goma, j'avais des responsabilités opérationnelles. A Kinshasa j'agirai au niveau politique. Il est évident que ma connaissance du terrain permettra d'avoir un regard plus détaillé et plus holistique des événements spécifiques à cette zone. Et puis, vous savez, quand vous avez passé quatre ans quelque part, vous y laissez un peu de votre âme, mais surtout vous vous remplissez le cœur de l'âme de l'endroit. Il m'est impossible de quitter complètement le Nord-Kivu. Il y aura toujours un peu de moi ici. Mon engagement en faveur des Kivutiennes et des Kivutiens ne disparaîtra pas.

Radio Okapi : Justement, un dernier message pour les Nord-Kivussiens ?

J'ai travaillé dans d'autres régions du monde marquées par des conflits complexes et meurtriers. J'ai rencontré beaucoup de personnes dont la vie est marquée par les violences et la souffrance. Mais il y a quelque chose de très particulier dans la manière dont les habitants de ce pays réagissent face à ces difficultés. Les Congolais gardent une attitude positive face à l'adversité. Ils ont une capacité de résilience incroyable.

Malgré la dureté de la situation, malgré la durée des conflits, les Congolais ne sont pas amers. Cela démontre une force de caractère colossale.

Je voudrais que les citoyens Congolais n'oublient pas qu'ils ont beaucoup d'amis. Qu'il est impossible pour les agents de la MONUSCO qui sont passés ici de les oublier. Partout dans le monde, ces agents des Nations Unies gardent en eux un attachement sensible envers le Congo. C'est un immense réseau d'amis qui, tant qu'il le faudra, continueront à vous défendre, à vous soutenir ■



L'aide humanitaire, un des nombreux défis à relever dans les camps de déplacés -
Photo MONUSCO/Pénangnini Touré

Au cœur du camp de déplacés de Mugunga III

Mugunga III est situé à environ 15 km à l'Ouest de Goma, le chef-lieu de la province du Nord-Kivu. Ce camp de déplacés "existe depuis longtemps", nous disent les humanitaires. En somme, il existe depuis 2009 suite à la fermeture d'autres camps à la périphérie de Goma. Quatre autres sites spontanés existent cependant non loin de là, à savoir Lac Vert, Mugunga I, Nzulo et Bulengo.

✂ Par Penangnini Touré/MONUSCO

A l'approche de Mugunga III, l'on a l'impression d'entrer dans un marché. Le long de la voie cahoteuse qui y conduit se trouvent, de part et d'autre, des étalages de marchandises diverses autour desquels s'activent et s'entremêlent déplacés et autochtones. Une fois à l'intérieur, l'on est d'abord frappé par le nombre important de

déplacés dans ce camp érigé sur la lave pétrifiée du volcan Nyiragongo qu'on peut d'ailleurs apercevoir dans le lointain et dont les fumées noires du cratère, toujours en activité, se confondent aux nuages.

Selon le Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires humanitaires (OCHA), à la date du 31

décembre 2012, Mugunga III comptait 92 446 déplacés, représentant 22 866 ménages. Le camp abrite majoritairement des vieillards, des femmes et des enfants. La plupart d'entre eux viennent de Masisi, et le reste de Rutshuru, deux territoires situés respectivement à l'Ouest et au Nord-est de Goma.

De nombreux défis pour les déplacés de Mugunga III

La situation sécuritaire à l'intérieur du camp de Mugunga III est jugée "relativement calme" par les humanitaires, ce que confirment d'ailleurs les agents de sécurité chargés de la protection des déplacés. "La situation est très bonne à Mugunga III et dans les quatre sites spontanés environnants", dit le Commandant principal Edison Bishweka de la police nationale congolaise. "Nous faisons des patrouilles de jour comme de nuit. J'ai positionné certains de mes éléments aux quatre coins du camp, tandis que les autres patrouillent à l'intérieur pour empêcher que des exactions ne s'y commettent", explique-t-il, l'air confiant. Pourtant, la situation n'est pas aussi rassurante qu'il le dit.

Selon le rapport d'une ONG internationale qui assiste les déplacés, 213 cas de violence sexuelle ont été traités au niveau de son centre de santé entre le 27 novembre 2012 et le 19 janvier 2013. Selon cette même source, 91% de ces exactions auraient été commises par des hommes en armes, généralement ceux-là même qui sont supposés assurer la sécurité des citoyens. Ceci démontre bien toute la complexité de la question autour de la protection des camps et sites de déplacés en RD Congo.

"Ces derniers jours, des hommes sont venus attaquer le camp", nous confie Monsieur Bishweka. "Ils étaient armés, mais habillés en civil pour se confondre avec les déplacés. En réalité, ce sont des

déserteurs de l'armée nationale qui étaient venus pour piller. Ils se sont attaqués à un homme et sa femme, et lorsque la police est intervenue, ils ont pris la fuite", a rapporté le Commandant du camp. "Plus récemment nous avons enregistré des cas de viol", poursuit-il. "Des éléments des FDLR [Forces démocratiques pour la Libération du Rwanda, ndlr] sont venus attaquer le camp. Nous les avons poursuivis, et dans leur fuite, ils ont enlevé une jeune fille et une femme de 54 ans qu'ils ont par la suite violées. J'ai réussi à récupérer les deux victimes qui ont dû suivre des soins à l'hôpital", a ajouté le Commandant Bishweka.

Quid de la promiscuité et de ses nombreux corollaires ?

En dehors des questions d'insécurité à l'intérieur du camp, les déplacés de Mugunga III sont confrontés à de nombreux autres problèmes tels par exemple la promiscuité, qui est propice aux mauvaises conditions d'hygiène et favorise la propagation des maladies telles que le VIH/SIDA. Selon le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) et Première Urgence (PU), l'un de ses partenaires, et le personnel de poste de santé à Mugunga III, 49 personnes ont été identifiées dans ce camp comme vivant avec le VIH, tandis qu'un cas de choléra a été détecté.

A noter également que la promiscuité favorise les nombreuses naissances. Le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) et ses partenaires locaux tels Promotion et Complémentarité des Cultures pour le Développement (PROCUDDE), le poste de santé de Mugunga III, l'hôpital de la Communauté Baptiste au Centre de l'Afrique (CBCA-Ndosho) et l'hôpital militaire de Goma, ont rapporté que 335 femmes enceintes ont été identifiées et reçu, chacune, un kit d'accouchement.

En outre, l'arrivée de nouveaux déplacés -- identifiés tels quels ou non -- est une pression supplémentaire sur des infrastructures déjà insuffisantes, et par voie de conséquence, empêche bon nombre d'enfants de se faire scolariser, les salles de classe étant actuellement occupées pour abriter ces familles. Enfin, selon la fédération des Eglises du Christ au Congo (ECC), plus de 6 000 femmes et enfants déplacés non identifiés seraient à l'intérieur du camp. Ces personnes venues de Goma et ses environs, ainsi que de Bukavu (Sud Kivu) et même de Gisenyi au Rwanda voisin, se feraient passer pour des déplacés afin de bénéficier de l'assistance humanitaire. Ce sont-là autant de défis auxquels sont confrontés les humanitaires et les autorités locales.

L'appui de la MONUSCO

Certes, d'énormes efforts ont été consentis, alors que d'autres sont en cours pour encourager les déplacés à un retour volontaire, mais les informations selon lesquelles des exactions seraient

régulièrement commises dans les zones de retour ne sont pas de nature à encourager un inversement du flux. Pour faire face à cette forte pression en attendant un retour éventuel des déplacés dans leurs zones d'habitation originale, les autorités ont offert 19 hectares supplémentaires où seront dressés des hangars pour permettre, dans le court terme, de désengorger le camp et libérer les salles de classe.

La plus grosse équation à résoudre demeure celle de l'insécurité. C'est précisément à ce niveau qu'essaie d'intervenir la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) en apportant tout son appui aussi bien aux autorités locales que nationales. Des contacts ont été établis avec la MONUSCO pour que les casques bleus assurent désormais des patrouilles nocturnes dans le camp de Mugunga III et ses alentours. Nul doute que cette requête trouvera un écho favorable, la protection des populations civiles étant au cœur du mandat de la MONUSCO ■



Les déplacés de Mugunga III ont un besoin énorme en assistance humanitaire - Photo MONUSCO/Pénangnini Touré

Nord Kivu : la MONUSCO évalue la situation sécuritaire à Kitchanga

Mobilisation locale pour la sécurité totale des populations civiles dans l'une des principales zones de conflits à l'Est de la République démocratique du Congo.

✂ Par Jonathan Lorillard/MONUSCO

Du 8 au 12 janvier 2013, six membres du personnel civil et militaire de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), accompagnés de deux délégués du Haut-commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR), se sont rendus à Kitchanga (zone de santé de Mweso). Comment garantir une meilleure protection aux habitants de Kitchanga ? Tel était l'objectif de cette mission de protection conjointe, qui a également examiné la

situation humanitaire générale des personnes déplacées dans ce territoire.

Le territoire de Kitchanga est au carrefour des zones d'influence de plusieurs groupes armés. Parmi les groupes actifs on peut relever la présence de l'Alliance patriotique pour un Congo libre et souverain (APCLS), du M26, des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), du M23 et des Nyaturas.

Des populations frustrées

Outre la présence de ces groupes armés

dont la population civile dénonce la résurgence d'activités, cette population est confrontée à d'autres problèmes. Il y a quelques semaines, le colonel Mugahunga, commandant du 812ème Régiment des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) avait interdit la vente et la consommation de viande dans la ville de Kitchanga, espérant ainsi mettre fin au vol des vaches et à leur dépeçage en plein air. L'équipe conjointe de protection de la MONUSCO (composée des délégués des Affaires civiles, des Droits humains, de la Police MONUSCO, du programme de Désarmement, Démobilisation, Rapatriement, Réintégration et Réinstallation (DDRRR), et de la Brigade du Nord-Kivu) a rencontré les autorités et les représentants des différents groupes sociaux afin de comprendre les raisons d'une telle décision et ses conséquences sur le climat sécuritaire. Il est rapidement apparu que cette décision, entièrement désapprouvée par la population, a entraîné une vive tension au sein des communautés locales.

Conséquence de ce regain de tension, le poste de police de Kitchanga a été pillé le 31 décembre 2012, obligeant le chef de poste à travailler à partir de son domicile et mettant à mal le bon déroulement du travail des effectifs de la police.



Une équipe de protection conjointe en visite dans le camps de déplacés de Mweso, à Kitchanga, le 11/01/2013 - Photo MONUSCO/Jonathan Lorrillard



Les déplacés rassurés de la protection des Nations Unies - Photo MONUSCO/Jonathan Lorrillard

Attente et fébrilité dans les camps de déplacés de la zone de santé de Mweso

Sur le plan humanitaire, par ailleurs, les comités de gestion des camps de déplacés de Kahé, Kashuga 1 et 2, Mungote, Inbuga et Mweso ont déploré l'état de famine avancé dans lequel ils se trouvent. Depuis le mois de septembre dernier, aucune aide alimentaire ne leur a été fournie. Dans leur quête de nourriture, les déplacés se sont rabattus sur les champs des villageois, pillant leurs récoltes, et rendant ainsi les relations entre villageois et déplacés plus conflictuelles qu'à l'accoutumée.

En outre, des dizaines de cas de viols et de sévices corporels commis sur les femmes dans les camps ont été rapportés. La Commission Nationale pour les Réfugiés (CNR) a signalé une recrudescence de la prostitution chez les femmes et jeunes filles dans les camps.

Pour se nourrir, certains déplacés vont jusqu'à vendre les bâches des abris de fortune qui les protègent contre les intempéries.

Les représentants du HCR ont alors expliqué aux déplacés que le Programme alimentaire mondial (PAM) avait dû faire face à de lourdes contraintes techniques et sécuritaires, ce qui a entraîné l'interruption de la distribution de vivres. Ils ont, cependant, précisé que la distribution de nourriture devrait reprendre dans les différents camps avant la fin du mois de janvier 2013.

Constats et solutions de la MONUSCO

D'un point de vue sécuritaire, la MONUSCO a pu se rendre compte que les déplacés du camp de Kishuga 1 et 2, Mweso et Inbuga sont soumis à une taxe illégale imposée par les groupes armés

et non-armés de la zone. Pour avoir le droit de se déplacer en dehors du camp, les déplacés doivent s'acquitter d'une « taxe de sécurité » allant de 1000 à 1500 Francs congolais par foyer. Dans certaines localités, les déplacés doivent aussi payer une « taxe routière » ou sont contraints de participer à des « travaux communautaires ».

La première nécessité pour éviter ou stopper une menace contre l'intégrité physique des populations civiles est d'en avoir connaissance. La MONUSCO a proposé, d'une part, d'améliorer la communication quotidienne avec les autorités et les différents représentants des habitants et des déplacés de la région et, d'autre part, de perfectionner le réseau d'alerte en cas d'attaque afin de protéger le plus rapidement possible et avec la plus grande efficacité les potentielles victimes ■

Affaires Civiles de la MONUSCO

Plus d'une centaine d'assistants de liaison communautaire supplémentaires déployés pour une protection des civils renforcée

L'approche globale de la Division des Affaires civiles est concentrée sur quatre thématiques articulées autour de quatre unités que sont la Protection des Civils, le Soutien à la Restauration et l'Extension de l'Autorité de l'Etat, la Gestion et Résolution de Conflits communautaires, et le Soutien à la Société civile. La vision de cette Division est celle d'une stratégie qui permettrait de passer de la protection physique de la population à une protection sociale où autorités étatiques et société civile travailleraient en symbiose. Autopsie d'un engagement plus important des Affaires Civiles pour la protection des communautés en zones reculées et vulnérables.

✉ Par Valérie Petit/MONUSCO

De par sa collaboration journalière avec les communautés et autorités locales pour l'établissement des fondements pour la paix, les Affaires civiles se sont données les moyens de contribuer à une meilleure réponse de proximité afin d'améliorer les activités de protection des civils au quotidien. En effet, la Division des Affaires civiles s'est élargie en 2012 avec le recrutement en cours de 113 assistants supplémentaires pour œuvrer dans le domaine de la protection des civils. Au service de la MONUSCO pour une meilleure écoute et réponse aux besoins concrets des communautés et autorités congolaises, cette nouvelle catégorie de personnel appelé "Assistants de Liaison communautaire", a été déployée dans les zones les plus reculées et instables, celles où les populations les plus vulnérables sont bien trop souvent victimes de violences de la part de groupes armés. Tous de nationalité congolaise, ces Assistants de Liaison communautaire sont en effet un nouvel outil de protection sur le terrain dans le système



Hortense, Prisca et Aimée, assistantes de liaison communautaires basées à Bukavu et Uvira, contribuent à la protection des civils et à l'inclusion des femmes dans la formulation et l'établissement de plans de protection locaux - Photo MONUSCO/CAS

des Nations Unies, et constituent ainsi un maillon important entre la mission de la MONUSCO, la Force de la MONUSCO, et les communautés locales.

De plus, la Division Affaires civiles

a établi un mécanisme conjoint de coordination pour la protection des civils, et développé un ensemble d'outils novateurs de protection composés d'équipes conjointes de protection,

auxquels prennent part les Assistants de Liaison communautaire, les sections substantives de la MONUSCO et la Force. En fonction de la situation, des représentants du gouvernement, de la société civile congolaise, ou de la communauté humanitaire participent également à ces missions de protection. Depuis les massacres de 2008 à Kiwanja au Nord Kivu, plus de 250 missions ont été menées par les équipes conjointes de protection sur le terrain.

Les équipes conjointes de protection ont pour objectif premier de développer des plans de protection locaux dans les zones où les troupes de la MONUSCO sont déployées, d'analyser les menaces pesant sur les populations et leurs besoins, d'améliorer le système d'alerte précoce, et d'établir et renforcer les structures de coordination locales entre autorités, communautés, et partenaires humanitaires pour une meilleure réponse en cas de danger imminent. C'est dans ce contexte que les assistants de liaison communautaire sont déployés aux côtés des casques bleus, dans plus de 70 zones reculées et lieux stratégiques -- communément appelés Bases opérationnelles de compagnie ou Bases opérationnelles temporaires -- dans l'Est de la RDC pour identifier tout risque et développer des réponses sur mesure en termes de protection.

Rôle des Assistants de Liaison communautaire sur le terrain

Aimée Kusunwa, Assistante de Liaison communautaire au sein de la Division des Affaires civiles depuis plus d'un an, explique clairement son rôle dans l'amélioration de la protection des civils : *"C'est pour servir mes compatriotes congolais que j'ai décidé de travailler au sein de la MONUSCO en tant qu'Assistante de*



La population civile recherche constamment la protection de la MONUSCO - Photo MONUSCO/Myriam Asmani

Liaison communautaire", dit-elle. "Mon rôle est multiple car je représente sur le terrain une organisation noble que sont les Nations Unies, tout en restant au service de la population congolaise".

En effet, suite à une demande croissante des communautés locales, les mécanismes d'alerte précoce, initiés à travers les Réseaux d'Alerte communautaire, permettent aux populations les plus isolées de l'Est de contacter par téléphone et gratuitement les autorités pertinentes à travers les Assistants de Liaison communautaire en cas de danger imminent. Les 37 Réseaux d'Alerte communautaire pilotes mis en place seront consolidés afin de déclencher les alertes en cas de situation critique. L'appropriation des Réseaux d'Alerte communautaire par les populations s'est déjà avérée salutaire, car ils apparaissent non seulement comme un outil de protection efficace étant donné la réponse de la Force, des Forces des Armées de la République démocratique du Congo, ou de la Police Nationale Congolaise en cas de danger, mais également comme

un outil de dissuasion pour toutes tracasseries et violations commises dans les zones reculées.

Hortense Barholere, Assistante de Liaison communautaire à Bukavu, raconte : *"Le projet de Réseaux d'Alerte communautaire nous aide beaucoup lorsqu'il y a des tracasseries. En novembre dernier, trois hommes se sont fait passer pour des militaires des Forces armées nationales et, en patrouille, ont dérangé les passants en leur confisquant téléphones et argent. C'est alors que j'ai immédiatement prévenu la Base opérationnelle de compagnie de Bukavu qui a contacté le Commandant de la police nationale en poste dans la zone".*

A Uvira, Aimée est également en contact permanent avec les populations dans les villages environnants. Elle précise : *"Mon objectif est de prendre en compte l'opinion des populations, et particulièrement des femmes dans la protection des civils, et de les faire participer à la protection de leur propre communauté avec le soutien des Assistants de Liaison communautaire, des sections civiles et des casques bleus de la MONUSCO" ■*



Photo MONUSCO/Jonathan Lorrillard

Pour nous contacter :

12, avenue des aviateurs - Kinshasa/Gombe - Tél. : (243) 81 890 7368 - (243) 81 890 6885 - E-mail : tourep@un.org - Site web : www.monusco.org



www.facebook.com/monusco.org -



twitter.com/MONUSCO -



www.youtube.com/MONUSCO